

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Band:** 28 (1991)  
**Heft:** 1025

**Artikel:** L'assurance tous risques  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1020652>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'assurance tous risques

(jd) Depuis 1973 nous le savons: notre approvisionnement en produits pétroliers est aléatoire, tributaire d'une crise politique ou d'un conflit au Proche-Orient. Cette dépendance fragilise aussi bien notre balance commerciale — lorsque les prix augmentent — que nos systèmes de transports et de chauffage. Ces dix dernières années, la consommation mondiale de pétrole a augmenté de 18%, une évolution perverse qui non seulement contribue au réchauffement de la planète mais encore accroît les ressources financières des pays producteurs et favorise leur politique d'armement, créant ainsi les conditions d'une nouvelle crise. C'est donc à propos que le *Tages Anzeiger* affirme que les économies d'énergie constituent la prime d'assurance la plus économique contre les risques de crise (édition du 17 janvier 1991).

La Suisse, pas plus que les autres pays industrialisés, ne semble avoir pris conscience de cet enjeu. Et la politique officielle de substitution du pétrole ne se concrétise que marginalement dans les faits. Certes l'économie helvétique

consomme aujourd'hui un tiers de pétrole en moins par unité produite. Mais en chiffres absolus la demande n'a pas baissé depuis 1973; elle est même en progression depuis 1981. Ainsi la consommation de carburant des véhicules à

moteur et des avions a progressé de 80% en vingt ans et représente aujourd'hui près de la moitié de notre demande en or noir. Et les voitures mises sur le marché ne se distinguent guère de celles des années septante pour ce qui est de la consommation d'essence. Pire, la tendance des Suisses à acquérir des véhicules toujours plus puissants et donc voraces en énergie reflète bien cet aveuglement. Pourtant des solutions existent qui permettraient de nous libérer ou du moins d'atténuer fortement notre dépendance.

Nous savons qu'une augmentation du prix de l'essence de 35 à 45 centimes ferait immédiatement chuter la consommation de 10 à 15%. Plus efficace et conforme aux mécanismes du marché, l'écobonus permettrait à la fois de modérer l'utilisation du pétrole et de faire payer aux consommateurs les nuisances qu'ils causent, sans pour autant enrichir l'Etat puisque ce mécanisme consiste à redistribuer la masse financière ainsi prélevée au profit de ceux qui consomment peu. Ces incitations de caractère économique favoriseraient la pénétration sur le marché de véhicules peu voraces en énergie — ils existent déjà — et à propulsion électrique. Le potentiel d'économie de carburant représente près d'un tiers de la consommation actuelle. Ce potentiel est plus important encore dans le domaine de la production de chaleur. A court terme une réduction de la consommation de 20% est possible grâce à des mesures d'assainissement économiquement rentables. A plus long terme et grâce aux connaissances techniques existantes, cette réduction pourrait atteindre 40% de la consommation. Une amélioration systématique de la qualité thermique du parc immobilier exige néanmoins un gros effort d'investissement et un programme de subventions.

La majorité du peuple a accepté le moratoire nucléaire et des compétences énergétiques pour la Confédération. Mais, si l'on en croit un sondage, cette même majorité n'est pas prête à donner son aval à une augmentation des prix de l'énergie. La conscience des problèmes liés à l'énergie et à l'environnement reste donc encore abstraite. Pour faire admettre des solutions concrètes, efficaces et rapides, faut-il espérer des ruptures d'approvisionnement plus sévères encore et une détérioration écologique plus avancée ? ■

## RÉGIONS

### Le cœur de l'Europe

(cfp) Trois quotidiens, *Le Monde*, *Basler Zeitung* et *Stuttgarter Zeitung* ont collaboré à la publication, le 22 janvier, d'un cahier consacré à la région d'Europe formée par l'Alsace, le Bade-Wurtemberg et ce que les Français ont appelé le Pays de Bâle (les deux demi-cantons de Bâle et une partie voisine des cantons d'Argovie, de Soleure, de Berne et du Jura). Cette région, dont le dynamisme européen a déjà été signalé dans DP, compte plus de onze millions d'habitants et onze villes de plus de 100 000 habitants (deux en Alsace, huit en Bade-Wurtemberg et Bâle).

Chaque rédacteur en chef introduit le cahier par un éditorial dont les trois titres donnent le ton: «Les marges au centre» (*BaZ*), «1993 avant l'heure» (*Monde*) et «Le triangle d'or» (*Stuttgarter*).

Tous les articles n'ont pas été intégralement traduits, mais certains ont été groupés ou résumés, ce qui signifie que tous les sujets ont été abordés. La présentation s'adapte aux habitudes de chaque support, donc pas de photos

dans *Le Monde* mais des dessins, alors que des reproductions en couleur sont présentées dans la *BaZ*. Une illustration commune est présente dans les trois journaux, c'est une gouache de Tomi Ungerer, le dessinateur alsacien connu au-delà des frontières de son pays.

Le numéro n'hésite pas à aborder des sujets délicats, qui sont souvent des pommes de discorde, comme les transports, la pollution, la ruée des investisseurs suisses, les frontaliers alsaciens dans les deux régions voisines. D'autres sujets suscitent l'espoir: coopération entre Universités, mise en place de structures originales de coopération, tentative d'imaginer une cité franco-allemande groupant Strasbourg et Kehl. Dans un long article historique, résumé dans *Le Monde*, le Bâlois Markus Kutter développe l'idée d'une «Euro-région» qui naîtrait dans le sillage de l'unification de l'Europe. Il est permis de rêver, mais est-ce que les Zurichoïses, par exemple, accepteraient d'être exclus d'un si proche nouveau triangle d'or? L'exemple historique de Rottweil, oublié par la Confédération dont cette ville faisait partie, incite à ne pas se faire trop d'illusions. Un fait reste certain, une volonté européenne trouve un terrain fertile dans la *regio basiliensis*.